

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication ;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement ;

VU que le projet de Règlement 11-102 sur le régime de passeport a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 4, n^o 13 du 30 mars 2007 ;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 22 février 2008, par la décision n^o 2008-PDG-0056, le Règlement 11-102 sur le régime de passeport ;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification ;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 11-102 sur le régime de passeport, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 4 mars 2008

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Règlement 11-102 sur le régime de passeport

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c.V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 3^o, 4.1^o, 6^o, 8^o, 11^o, 13^o, 14^o, 20^o, 33^o, 33.5^o, 33.6^o, 33.8^o et 34^o ; 2007, c. 15)

PARTIE 1 DÉFINITIONS

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable déterminé conformément à la partie 3 ou 4, selon le cas ;

« disposition équivalente » : la disposition indiquée à l'Annexe D sous le nom d'un territoire vis-à-vis d'une disposition indiquée sous le nom d'un autre territoire ;

A.M., 2008-04

Arrêté numéro V-1.1-2008-04 de la ministre des Finances en date du 4 mars 2008

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 11-102 sur le régime de passeport

VU que les paragraphes 1^o, 2^o, 3^o, 4.1^o, 6^o, 8^o, 11^o, 13^o, 14^o, 20^o, 33^o, 33.5^o, 33.6^o, 33.8^o et 34^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), modifié par l'article 15 du chapitre 15 des lois de 2007, prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes ;

«prospectus» : notamment toute modification du prospectus ;

«prospectus provisoire» : notamment toute modification du prospectus provisoire ;

«règlement canadien sur le prospectus» : l'un des règlements suivants :

a) le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus ;

b) le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié ;

c) le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable ;

d) le Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa ;

e) le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif ;

«SEDAR» : le système SEDAR au sens du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) ;

«territoire principal» : par rapport à une personne, le territoire de l'autorité principale.

1.2. Langue des documents – Québec

Au Québec, le présent règlement ne saurait être interprété de façon à relever quiconque des obligations relatives à la langue des documents.

1.3. Références au Québec

Au Québec, les références aux lois, règlements, normes, instructions et autres textes de même nature cités dans le présent règlement ainsi que leur titre complet sont indiqués à l'Annexe E.

PARTIE 2 INFORMATION CONTINUE

2.1. Dispense des obligations d'information continue non harmonisées

Les dispositions indiquées à l'Annexe A ne s'appliquent pas à l'émetteur assujéti qui est également émetteur assujéti en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un autre territoire du Canada.

PARTIE 3 PROSPECTUS

3.1. Autorité principale pour le prospectus

1) Pour l'application du présent article, les territoires déterminés sont l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, le Québec et la Saskatchewan.

2) Pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la présente partie, l'autorité principale est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire dans lequel :

a) est situé le siège de l'émetteur, dans le cas d'un émetteur qui n'est pas un fonds d'investissement ;

b) est situé le siège du gestionnaire de fonds d'investissement, dans le cas d'un émetteur qui est un fonds d'investissement.

3) Si le territoire visé au sous-paragraphe a ou b du paragraphe 2 n'est pas un territoire déterminé, l'autorité principale est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé avec lequel l'émetteur ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

3.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour le prospectus

Malgré l'article 3.1, si une personne reçoit d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable un avis écrit lui désignant une autorité principale, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné dans l'avis est l'autorité principale à compter de la plus éloignée des dates suivantes :

a) la date à laquelle la personne reçoit l'avis ;

b) la date d'effet indiquée dans l'avis, le cas échéant.

3.3. Octroi réputé du visa

1) Le visa du prospectus provisoire est réputé octroyé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le prospectus provisoire est déposé conformément à une disposition indiquée à l'Annexe B et en vertu d'un règlement canadien sur le prospectus ;

b) lors du dépôt du prospectus provisoire, le déposant indique dans SEDAR qu'il dépose ce prospectus en vertu du présent règlement ;

c) le territoire intéressé n'est pas le territoire principal pour le prospectus provisoire;

d) le prospectus provisoire est déposé auprès de l'autorité principale et celle-ci le vise.

2) Le visa du prospectus est réputé octroyé lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) le prospectus est déposé conformément à une disposition indiquée à l'Annexe B et en vertu d'un règlement canadien sur le prospectus;

b) sous réserve du paragraphe 2 de l'article 3.5, le déposant remplit l'une des conditions suivantes:

i) il s'est conformé au sous-paragraphe b du paragraphe 1 lors du dépôt du prospectus provisoire connexe;

ii) il a indiqué dans SEDAR qu'il a déposé le projet de prospectus connexe en vertu du présent règlement lors du dépôt;

c) le territoire intéressé n'est pas le territoire principal pour le prospectus;

d) le prospectus est déposé auprès de l'autorité principale et celle-ci le vise.

3.4. Dispense des obligations de prospectus non harmonisées

1) Les dispositions indiquées à l'Annexe C ne s'appliquent pas au prospectus provisoire lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) le prospectus provisoire est déposé conformément à une disposition indiquée à l'Annexe B et en vertu d'un règlement canadien sur le prospectus;

b) le prospectus provisoire est déposé dans au moins un autre territoire du Canada;

c) un des territoires dans lequel le prospectus provisoire est déposé est le territoire principal pour le dépôt du prospectus provisoire.

2) Les dispositions indiquées à l'Annexe C ne s'appliquent pas au prospectus, à l'exception d'un prospectus provisoire, lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) le prospectus est déposé conformément à une disposition indiquée à l'Annexe B et en vertu d'un règlement canadien sur le prospectus;

b) le prospectus est déposé dans au moins un autre territoire du Canada;

c) un territoire dans lequel le prospectus est déposé est le territoire principal pour le dépôt du prospectus.

3.5. Disposition transitoire pour l'application de l'article 3.3

1) Le paragraphe 1 de l'article 3.3 ne s'applique pas au visa de la modification d'un prospectus provisoire si le visa a été octroyé le 17 mars 2008 ou après cette date, la modification, déposée après cette date, et le prospectus provisoire, déposé avant cette date.

2) Le sous-paragraphe b du paragraphe 2 de l'article 3.3 ne s'applique pas au visa de la modification d'un prospectus octroyé le 17 mars 2008 ou après cette date lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) le prospectus se rapporte à un prospectus provisoire ou à un projet de prospectus déposé avant cette date;

b) le déposant a indiqué sur SEDAR qu'il a déposé la modification en vertu du présent règlement lors de son dépôt.

PARTIE 4 DISPENSES DISCRÉTIONNAIRES

4.1. Territoire déterminé

Pour l'application de la présente partie, les territoires déterminés sont l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, le Québec et la Saskatchewan.

4.2. Autorité principale – dispositions générales

L'autorité principale pour une demande de dispense est, selon le cas, la suivante:

a) dans le cas d'une demande concernant un fonds d'investissement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire dans lequel le siège du gestionnaire de fonds d'investissement est situé;

b) dans le cas d'une demande concernant une personne qui n'est pas un fonds d'investissement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire dans lequel le siège de la personne est situé.

4.3. Autorité principale – dispenses relatives aux déclarations d’initiés et aux offres publiques d’achat

Malgré l’article 4.2, l’autorité principale pour une demande de dispense est, selon le cas, la suivante :

a) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux déclarations d’initiés indiquée à l’Annexe D, l’autorité en valeurs mobilières ou l’agent responsable du territoire dans lequel le siège de l’émetteur assujéti est situé ;

b) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux offres publiques d’achat indiquée à l’Annexe D, l’autorité en valeurs mobilières ou l’agent responsable du territoire dans lequel le siège de l’émetteur visé par l’offre est situé.

4.4. Autorité principale – siège non situé dans un territoire déterminé

Si le territoire visé à l’article 4.2 ou 4.3, selon le cas, n’est pas un territoire déterminé, l’autorité principale pour la demande est, selon le cas, l’autorité en valeurs mobilières ou l’agent responsable du territoire déterminé suivant :

a) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux déclarations d’initiés indiquée à l’Annexe D, celui avec lequel l’émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif ;

b) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux offres publiques d’achat indiquée à l’Annexe D, celui avec lequel l’émetteur visé par l’offre a le rattachement le plus significatif ;

c) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d’un fonds d’investissement, le gestionnaire de fonds d’investissement a le rattachement le plus significatif.

4.5. Autorité principale – dispense non souhaitée dans le territoire principal

1) Si une personne ne souhaite pas obtenir de dispense dans le territoire de l’autorité principale désignée conformément à l’article 4.2, 4.3 ou 4.4, selon le cas, l’autorité principale pour la demande est l’autorité en valeurs mobilières ou l’agent responsable du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir la dispense ;

b) il est :

i) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux déclarations d’initiés, celui avec lequel l’émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif ;

ii) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux offres publiques d’achat, celui avec lequel l’émetteur visé par l’offre a le rattachement le plus significatif ;

iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d’un fonds d’investissement, le gestionnaire de fonds d’investissement a le rattachement le plus significatif.

2) Malgré le paragraphe 1, la personne qui souhaite obtenir plusieurs dispenses simultanément dont certaines ne sont pas nécessaires dans le territoire de l’autorité principale désignée conformément à l’article 4.2, 4.3 ou 4.4 ou au paragraphe 1, selon le cas, peut présenter la demande à l’autorité en valeurs mobilières ou à l’agent responsable du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir toutes les dispenses ;

b) il est :

i) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux déclarations d’initiés, celui avec lequel l’émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif ;

ii) dans le cas d’une demande de dispense de l’application d’une disposition relative aux offres publiques d’achat, celui avec lequel l’émetteur visé par l’offre a le rattachement le plus significatif ;

iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d’un fonds d’investissement, le gestionnaire de fonds d’investissement a le rattachement le plus significatif.

3) Dans le cas d’une demande présentée conformément au paragraphe 2, l’autorité en valeurs mobilières ou l’agent responsable visé à ce paragraphe est l’autorité principale pour la demande.

4.6. Changement discrétionnaire d’autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

Si une personne reçoit d’une autorité en valeurs mobilières ou d’un agent responsable un avis écrit lui désignant une autorité principale pour sa demande, l’autorité en valeurs mobilières ou l’agent responsable désigné dans l’avis est l’autorité principale.

4.7. Application des dispenses discrétionnaires sous le régime de passeport

1) Si une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D est présentée dans le territoire principal, la disposition équivalente du territoire intéressé ne s'applique pas lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le territoire intéressé n'est pas le territoire principal pour la demande ;

b) l'autorité principale pour la demande a accordé la dispense ;

c) la personne qui a présenté la demande avise l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable qu'elle compte se prévaloir du présent paragraphe à l'égard de la disposition équivalente du territoire intéressé ;

d) la personne qui se prévaut de la dispense respecte les conditions, restrictions ou obligations imposées par l'autorité principale comme si elles étaient imposées dans le territoire intéressé.

2) Pour l'application du sous-paragraphe c du paragraphe 1, la personne peut donner l'avis à l'autorité principale.

4.8. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

1) Si une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008, la disposition équivalente du territoire intéressé ne s'applique pas lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le territoire intéressé n'est pas le territoire déterminé ;

b) l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision ;

c) la personne qui a présenté la demande avise l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable qu'elle compte se prévaloir du présent paragraphe à l'égard de la disposition équivalente du territoire intéressé ;

d) la personne qui se prévaut de la dispense respecte les conditions, restrictions ou obligations imposées par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé comme si elles étaient imposées dans le territoire intéressé.

2) Pour l'application du sous-paragraphe c du paragraphe 1, la personne peut donner l'avis à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable qui serait l'autorité principale désignée conformément à la partie 4 comme si elle présentait la demande conformément à cette partie au moment où elle donne l'avis.

3) Le sous-paragraphe c du paragraphe 1 ne s'applique pas à l'émetteur assujéti à l'égard d'une dispense d'une obligation d'information continue, au sens du Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale, lorsque les conditions suivantes sont réunies avant le 17 mars 2008 :

a) l'autorité principale désignée conformément à ce règlement a accordé la dispense ;

b) l'émetteur assujéti a déposé l'avis de détermination de l'autorité principale conformément à l'article 2.2 ou 2.3 de ce règlement.

PARTIE 5 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

5.1. Date d'entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 17 mars 2008.

ANNEXE A

DISPOSITIONS RELATIVES À L'INFORMATION CONTINUE NON HARMONISÉES

| Territoire | Dispositions |
|---------------------------|---|
| Colombie-Britannique | Article 2 (<i>Foreign financial statements and reports</i>) et article 3 (<i>Preparation of financial statements</i>), sauf le paragraphe 3 de cet article, des <i>Securities Rules</i> |
| Alberta | Aucune |
| Saskatchewan | Aucune |
| Manitoba | Aucune |
| Québec | Aucune |
| Nouveau-Brunswick | Aucune |
| Nouvelle-Écosse | Aucune |
| Île-du-Prince-Édouard | Aucune |
| Terre-Neuve-et-Labrador | Aucune |
| Yukon | Aucune |
| Territoires du Nord-Ouest | Aucune |
| Nunavut | Aucune |

ANNEXE B

DISPOSITIONS RELATIVES AU PROSPECTUS

| Territoire | Dispositions de la loi sur les valeurs mobilières |
|---------------------------|--|
| Colombie-Britannique | Paragraphe 1 de l'article 61 (<i>Prospectus required</i>) et article 62 (<i>Voluntary filing of prospectus</i>) |
| Alberta | Article 110 (<i>Filing prospectus</i>) |
| Saskatchewan | Article 58 (<i>Prospectus required</i>) |
| Manitoba | Paragraphe 1 (<i>Prospectus exigé</i>) et 1.1 (<i>Dépôt volontaire sans placement</i>) de l'article 37 |
| Ontario | Article 53 (<i>Prospectus obligatoire</i>) |
| Québec | Articles 11 (<i>Prospectus soumis au visa</i>) et 12 (<i>Placement à l'extérieur du Québec</i>) et alinéa 2 de l'article 68 (<i>Dépôt volontaire</i>) |
| Nouveau-Brunswick | Article 71 (<i>Dépôt obligatoire du prospectus provisoire et du prospectus et dépôt volontaire du prospectus</i>) |
| Nouvelle-Écosse | Paragraphe 1 (<i>Prospectus required</i>) et 2 (<i>Prospectus to enable issuer to become a reporting issuer where no distribution is contemplated</i>) de l'article 58 |
| Île-du-Prince-Édouard | Article 94 (<i>Prospectus Required</i>) |
| Terre-Neuve-et-Labrador | Paragraphe 1 (<i>Prospectus required</i>) et 2 (<i>Prospectus to enable issuer to become a reporting issuer where no distribution is contemplated</i>) de l'article 54 |
| Yukon | Article 94 (<i>Prospectus obligatoire</i>) |
| Territoires du Nord-Ouest | Paragraphe 2 de l'article 27 (<i>Interdiction</i>) |
| Nunavut | Paragraphe 2 de l'article 27 (<i>Interdiction</i>) |

ANNEXE C

DISPOSITIONS RELATIVES AU PROSPECTUS NON HARMONISÉES

| Territoire | Dispositions |
|---------------------------|---|
| Colombie-Britannique | Article 2 (<i>Foreign financial statements and reports</i>) et article 3 (<i>Preparation of financial statements</i>), sauf le paragraphe 3 de cet article, des <i>Securities Rules</i> |
| Alberta | Aucune |
| Saskatchewan | Aucune |
| Manitoba | Aucune |
| Québec | Article 25 (<i>Placement effectué par l'émetteur lui-même</i>) du Règlement sur les valeurs mobilières |
| Nouveau-Brunswick | Aucune |
| Nouvelle-Écosse | Aucune |
| Île-du-Prince-Édouard | Aucune |
| Terre-Neuve-et-Labrador | Aucune |
| Yukon | Aucune |
| Territoires du Nord-Ouest | Aucune |
| Nunavut | Aucune |

ANNEXE D

DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES

Sauf indication contraire, les dispositions indiquées sont celles de la Loi sur les valeurs mobilières du territoire concerné.

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|---|---------|--------------|----------|--------|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|---------|
| SEDAR | | | | | | | | | | | | | |
| Fonctionnement du marché | Règlement 13-101 Règlement 21-101 (seulement les parties 6, 7 à 11 en ce qui concerne les SNP, et 13) | | | | | | | | | | | | |
| Règles de négociation | Règlement 23-101 (seulement les parties 4 et 8 à 11) | | | | | | | | | | | | |
| Appariement et règlement des opérations institutionnelles | Règlement 24-101 s.o. | | | | | | | | | | | | |
| Base de données nationale d'inscription (BDNI) | Règlement 31-102 | | | | | | | | | | | | |
| Conflits d'intérêts chez les placeurs | Règlement 33-105 | | | | | | | | | | | | |
| Renseignements sur l'inscription | Règlement 33-109 | | | | | | | | | | | | |
| Information à fournir dans le prospectus | Règlement 41-101 (sauf dispositions ci-dessous) | | | | | | | | | | | | |
| Attestation de l'émetteur | par. 1 de l'art. 5.3 du Règlement 41-101 art. 58 | | | | | | | | | | | | |
| Attestation de l'émetteur constitué sous forme de société par actions | par. 1 de l'art. 5.4 du Règlement 41-101 art. 58 | | | | | | | | | | | | |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|----------------------|---------|--------------|----------|--------|-----------------|---|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|--|
| Attestation de l'émetteur visé par une prise de contrôle inversée | | | | | | | | | | | | | s.o. |
| Attestation du placeur | | | | | | | par. 1 de l'art. 5.9 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 1 de l'art. 59 |
| Attestation du promoteur | | | | | | | par. 1 de l'art. 5.11 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 1 de l'art. 58 |
| Transmission de la modification | | | | | | | art. 6.4 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 3 de l'art. 57 |
| Modification du prospectus provisoire | | | | | | | par. 1 de l'art. 6.5 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 1 de l'art. 57 |
| Modification du prospectus définitif | | | | | | | par. 1 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 1 de l'art. 57 |
| Modification du prospectus définitif | | | | | | | par. 2 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 2 de l'art. 57 |
| Obligation de viser le prospectus | | | | | | | par. 3 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 2.1 de l'art. 57 |
| Interdiction de refuser le visa | | | | | | | par. 4 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 2.1 de l'art. 57 et par. 3 de l'art. 61 |
| Interdiction de placer des titres | | | | | | | par. 5 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101 | | | | | | par. 2.2 de l'art. 57 |
| Transmission du prospectus provisoire et liste de distribution | | | | | | | art. 16.1 du Règlement 41-101 | | | | | | art. 66 et 67 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|-------------------------------|---------|--------------|----------|--------|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|------------------|
| Information sur les droits | art. 18.1 du Règlement 41-101 | | | | | | | | | | | | |
| Information concernant les projets miniers | Règlement 43-101 | | | | | | | | | | | | |
| Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié | Règlement 44-101 | | | | | | | | | | | | |
| Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus préalable | Règlement 44-102 | | | | | | | | | | | | |
| Fixation du prix après le visa | Règlement 44-103 | | | | | | | | | | | | |
| Obligations relatives aux placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion | Règlement 45-101 | | | | | | | | | | | | |
| Revente de titres | Règlement 45-102 | | | | | | | | | | | | |
| Information concernant les activités pétrolières et gazières | Règlement 51-101 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | s.o. | Règlement 51-101 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|----------------------|---------|--------------|----------|--|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|--|
| Obligations d'information continue | | | | | Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous) | | | | | | s.o. | | Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous) |
| Annonce publique du changement important | | | | | art. 7.1 du Règlement 51-102 | | | | | | s.o. | | art. 75 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1.1 de l'art. 3 du <i>Regulation 1015 (General)</i> |
| Principes comptables, normes de vérification et monnaies et monnaies de présentation | | | | | Règlement 52-107 | | | | | | | | |
| Surveillance des vérificateurs | | | | | Règlement 52-108 | | | | | | | | |
| Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires | | | | | Règlement 52-109 | | | | | | | | |
| Comité de vérification | | | | | Règlement 52-110 | | | | | | | | |
| Communication avec les propriétaires véritables | | | | | Règlement 54-101 | | | | | | s.o. | | Règlement 54-101 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|--|---------|--------------|----------|------------------------------|-------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|------------------------------|
| Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) | | | | | | Norme canadienne 55-102 | | | | | | | Norme canadienne 55-102 |
| Déclarations d'initiés pour certaines opérations sur dérivés (MA) – Exigence de déclaration | par. 2, 5 et 6 de l'art. 87 | | | | art. 2.1 du Règlement 55-103 | | | | | | s.o. | s.o. | art. 2.1 du Règlement 55-103 |
| MA – Contrats demeurant en vigueur | art. 87.1 | | | | art. 2.3 du Règlement 55-103 | | | | | | s.o. | | art. 2.3 du Règlement 55-103 |
| MA – Contrats conclus avant de devenir initié | par. 2 et 6 de l'art. 87 | | | | art. 2.4 du Règlement 55-103 | | | | | | s.o. | | art. 2.4 du Règlement 55-103 |
| MA – Forme et moment de la déclaration | par. 2, 5 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 à 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> | | | | art. 3.1 du Règlement 55-103 | | | | | | s.o. | | art. 3.1 du Règlement 55-103 |
| MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur | art. 87.1 du <i>Securities Act</i> et par. 4 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> | | | | art. 3.2 du Règlement 55-103 | | | | | | s.o. | | art. 3.2 du Règlement 55-103 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|--|---------|--------------|----------|--|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|------------------------------|
| MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur conclus avant de devenir initié | par. 2 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 et 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> | | | | art. 3.3 du Règlement 55-103 | | | | | | s.o. | | art. 3.3 du Règlement 55-103 |
| Information concernant les pratiques en matière de gouvernance | | | | | Règlement 58-101 | | | | | | s.o. | | Règlement 58-101 |
| Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières | | s.o. | | | Règlement 61-101 | | | | s.o. | | | | Règlement 61-101 |
| Système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés | | | | | Règlement 62-103 | | | | | | | | Règlement 62-103 |
| Obligations relatives aux offres publiques d'achat et de rachat (OPA/OPR) – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique d'achat | | | | | par. 1 de l'art. 2.2 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 93.1 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|----------------------|---------|--------------|----------|--|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|--|
| OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique de rachat | | | | | par. 1 de l'art. 2.3 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 4 de l'art. 93.1 |
| OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions antérieures à une offre publique d'achat | | | | | par. 1 de l'art. 2.4 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 93.2 |
| OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions postérieures à une offre | | | | | art. 2.5 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 93.3 |
| OPA/OPR – Restrictions sur les ventes pendant la durée de l'offre | | | | | par. 1 de l'art. 2.7 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 97.3 |
| OPA/OPR – Offre ouverte à tous les porteurs | | | | | art. 2.8 du Règlement 62-104 | | | | | | | | art. 94 |
| OPA/OPR – Lancement de l'offre | | | | | art. 2.9 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 et 2 de l'art. 94.1 |
| OPA/OPR – Note d'information | | | | | art. 2.10 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 à 4 de l'art. 94.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVM |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|----------------------|---------|--------------|----------|---|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|---|
| OPA/OPR – Changement dans l'information | | | | | par. 1 de l'art. 2.11 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 94.3 |
| OPA/OPR – Avis de changement | | | | | par. 4 de l'art. 2.11 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 4 de de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule</i> 62-504 de la CYMO |
| OPA/OPR – Modification des conditions | | | | | par. 1 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 94.4 |
| OPA/OPR – Avis de modification | | | | | par. 2 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 2 de l'art. 94.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule</i> 62-504 de la CYMO |
| OPA/OPR – Date d'expiration de l'offre en cas d'avis de modification | | | | | par. 3 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 3 de l'art. 94.4 |
| OPA/OPR – Aucune modification après la clôture de l'offre | | | | | par. 5 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 5 de l'art. 94.4 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|----------------------|---------|--------------|----------|---|-------------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|---|
| OPA/OPR – Dépôt et transmission de l’avis de changement ou de modification | | | | | | art. 2.13 du Règlement 62-104 | | | | | | | art. 94.5 |
| OPA/OPR – Changement ou modification à l’offre publique d’achat annoncée | | | | | par. 1 de l’art. 2.14 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l’art. 94.6 |
| OPA/OPR – Consentement de l’expert – note d’information | | | | | par. 2 de l’art. 2.15 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l’art. 94.7 |
| OPA/OPR – Transmission et date des documents d’offre | | | | | par. 1 de l’art. 2.16 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l’art. 94.8 |
| OPA/OPR – Établissement et transmission de la circulaire des administrateurs | | | | | art. 2.17 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 à 4 de l’art. 95 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.2 du <i>Rule 62-504</i> de la <i>CYMO</i> |
| OPA/OPR – Avis de changement | | | | | art. 2.18 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 et 2 de l’art. 95.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la <i>CYMO</i> |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|----------------------|---------|--------------|----------|--------|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|---|
| OPA/OPR – Dépôt de la circulaire des administrateurs ou de l'avis de changement | | | | | | | | | | | | | art. 95.2 |
| OPA/OPR – Changement dans l'information de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement | | | | | | | | | | | | | par. 2 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104 |
| OPA/OPR – Forme de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement | | | | | | | | | | | | | par. 3 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104 |
| OPA/OPR – Envoi de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement aux porteurs | | | | | | | | | | | | | par. 5 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104 |
| OPA/OPR – Envoi à l'initiateur et dépôt de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement | | | | | | | | | | | | | par. 6 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|----------------------|---------|--------------|----------|---|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|--|
| OPA/OPR – Forme de l'avis de changement relatif à la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant | | | | | par. 7 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 7 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule</i> 62-504 de la CYMO |
| OPA/OPR – Consentement de l'expert – circulaire des administrateurs etc. | | | | | art. 2.21 du Règlement 62-104 | | | | | | | | art. 96.1 |
| OPA/OPR – Transmission et date des documents de l'émetteur visé | | | | | par. 1 de l'art. 2.22 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 96.2 |
| OPA/OPR – Contrepartie | | | | | par. 1 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 97 |
| OPA/OPR – Surenchère | | | | | par. 3 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 3 de l'art. 97 |
| OPA/OPR – Interdiction de conclure une convention accessoire | | | | | art. 2.24 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 97.1 |
| OPA/OPR – Réduction proportionnelle, prise de livraison et règlement | | | | | par. 1 de l'art. 2.26 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 97.2 |
| OPA/OPR – Financement | | | | | par. 1 de l'art. 2.27 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 97.3 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|----------------------|---------|--------------|----------|--|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|--|
| OPA/OPR – Délai minimal pour le dépôt | | | | | art. 2.28 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 1 de l'art. 98 |
| OPA/OPR – Interdiction de prendre livraison | | | | | art. 2.29 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 2 de l'art. 98 |
| OPA/OPR – Prise de livraison et règlement des titres déposés | | | | | art. 2.32 du Règlement 62-104 | | | | | | | | art. 98.3 |
| OPA/OPR – Retour des titres déposés | | | | | art. 2.33 du Règlement 62-104 | | | | | | | | art. 98.5 |
| OPA/OPR – Communiqué à la clôture de l'offre | | | | | art. 2.34 du Règlement 62-104 | | | | | | | | art. 98.6 |
| OPA/OPR – Langue des documents d'offre | | | | | art. 3.1 du Règlement 62-104 | | | | | | | | s.o. |
| OPA/OPR – Dépôt des documents par l'initiateur | | | | | par. 1 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104 | | | | | | | | art. 98.7 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 5.1 du <i>Règle</i> 62-504 de la CVMO |
| OPA/OPR – Dépôt des documents par l'émetteur visé | | | | | par. 2 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 2 de l'art. 5.1 du <i>Règle</i> 62-504 de la CVMO |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|----------------------|---------|--------------|----------|--|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|--|
| OPA/OPR – Délai de dépôt | | | | | par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104 | | | | | | | | par. 3 de l'art. 5.1 du <i>Règle</i> 62-504 de la CVMO |
| OPA/OPR – Dépôt des conventions subséquentes | | | | | | | | | | | | | par. 4 de l'art. 5.1 du <i>Règle</i> 62-504 de la CVMO |
| OPA/OPR – Attestation de la note d'information | | | | | | | | | | | | | par. 1 de l'art. 99 |
| OPA/OPR – Signature de tous les administrateurs et dirigeants | | | | | | | | | | | | | par. 2 de l'art. 99 |
| OPA/OPR – Attestation de la circulaire des administrateurs | | | | | | | | | | | | | par. 3 de l'art. 99 |
| OPA/OPR – Attestation de la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur | | | | | | | | | | | | | par. 4 de l'art. 99 |
| OPA/OPR – Obligation de fournir la liste des porteurs | | | | | | | | | | | | | par. 1 de l'art. 99.1 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|--|---------|--------------|----------|--------|-----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|-------|---------------------------|---------|---------|
| OPA/OPR – Application de la Loi canadienne sur les sociétés par actions | par. 2 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104 | | | | | | | | | | | | |
| OPA/OPR – Système d'alerte | art. 5.2 du Règlement 62-104 | | | | | | | | | | | | |
| OPA/OPR – Acquisitions pendant la durée de l'offre | art. 5.3 du Règlement 62-104 | | | | | | | | | | | | |
| OPA/OPR – Exemplaires du communiqué et de la déclaration | art. 5.5 du Règlement 62-104 | | | | | | | | | | | | |
| Régime d'information multinational | Norme canadienne 71-101 | | | | | | | | | | | | |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|------------------------------------|------------------------------------|---------------------|--------------------|-----------------|------------------------------------|---------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|---------|------------------------------------|
| Régime de prospectus des organismes de placement collectif | Règlement 81-101 | | | | | | | | | | | | |
| Obligations des organismes de placement collectif | Règlement 81-102 | | | | | | | | | | | | |
| Fonds marché à terme | Règlement 81-104 | | | | | | | | | | | | |
| Pratiques commerciales des organismes de placement collectif | Règlement 81-105 | | | | | | | | | | | | |
| Information continue des fonds d'investissement | Règlement 81-106 | | | | | | | | | | | | |
| Comité d'examen indépendant | Règlement 81-107 | | | | | | | | | | | | |
| | Inscription | | | | | | | | | | | | |
| Obligation d'inscription à titre de courtier | sous-par. a du par. 1 de l'art. 34 | sous-par. a du par. 1 de l'art. 75 | par. a de l'art. 27 | par. 1 de l'art. 6 | art. 148 et 149 | sous-par. a du par. 1 de l'art. 31 | par. a de l'art. 45 | sous-par. a du par. 1 de l'art. 86 | sous-par. a du par. 1 de l'art. 26 | sous-par. a du par. 1 de l'art. 86 | art. 4 | art. 4 | sous-par. a du par. 1 de l'art. 25 |
| Obligation d'inscription à titre de placeur | sous-par. b du par. 1 de l'art. 34 | sous-par. a du par. 1 de l'art. 75 | s.o. | par. 1 de l'art. 6 | art. 148 | sous-par. b du par. 1 de l'art. 31 | s.o. | par. 2 de l'art. 86 | sous-par. b du par. 1 de l'art. 26 | par. 2 de l'art. 86 | s.o. | s.o. | sous-par. a du par. 1 de l'art. 25 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|---|---|--|-------------------------------------|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------------|---------|--|
| Prospectus | | | | | | | | | | | | | |
| Obligation de prospectus | art. 61 | art. 110 | art. 58 | art. 37 | art. 11 et 12 | art. 58 | par. 1 de l'art. 71 | art. 94 | art. 54 | art. 94 | art. 27 | art. 27 | art. 53 |
| Contenu du prospectus (exposé complet, véridique et clair) | art. 63 | art. 113 | art. 61 | art. 41 | art. 13 et 20 | art. 61 | art. 74 | art. 99 | art. 57 | art. 99 | s.o. | s.o. | art. 56 |
| Communications pendant la période d'attente | art. 78 | art. 123 | art. 73 | art. 38 | art. 21 et 22 | art. 70 | art. 82 | art. 97 | art. 66 | art. 97 | s.o. | s.o. | par. 2 de l'art. 65 |
| Obligation de transmettre le prospectus | art. 83 | art. 129 | art. 79 | art. 64 | art. 29, 30, 31 et 32 | art. 76 | art. 88 | par. 1 de l'art. 101 | art. 72 | par. 1 de l'art. 101 | art. 28 | art. 28 | par. 1 de l'art. 71 |
| Obligations relatives aux dispenses de prospectus | | | | | | | | | | | | | |
| Dépôt des documents d'information sous le régime d'une dispense | s.o. | art. 127.2 des ASC <i>Rules</i> | art. 80.1 | s.o. | art. 37.2 du Règlement sur les valeurs mobilières | s.o. | art. 2.3 de la Règle locale 45-802 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | art. 6.4 du <i>Rule</i> 45-501 de la CVMO |
| Dépôt d'une déclaration de placement avec dispense | art. 139 des <i>Securities Rules</i> et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 129.1 des ASC <i>Rules</i> et art. 6.1, 6.3 du Règl. 45-106 | art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 7 du Règlement et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 | art. 6.1 et 6.3 du Règl. 45-106 | s.o. | s.o. | art. 7.1 du <i>Rule</i> 45-501 de la CVMO et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106 |
| Information continue | | | | | | | | | | | | | |
| Vote par procuration | art. 118 | art. 157 | art. 96 | art. 105 | s.o. | art. 93 | art. 102 et par. 2 de l'art. 103 | s.o. | art. 88 | s.o. | s.o. | s.o. | art. 87 |
| Exercice du droit de vote | art. 182 des <i>Securities Rules</i> | art. 104 | art. 55 | art. 79 | art. 164 | art. 55 | par. 3 à 7 de l'art. 103 | art. 163 | art. 50 | art. 163 | s.o. | s.o. | art. 49 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Numavut | Ontario |
|---|--|-------------------------------|---|----------|---|---|----------------------------------|--|-------------------------|-------|---------------------------|---------|----------------------|
| | Déclarations d'initiés | | | | | | | | | | | | |
| Déclaration d'initié à déposer par la personne qui devient initiée à l'égard d'un émetteur assujéti | par. 2 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés | par. 1 de l'art. 182 | par. 1 de l'art. 116 | art. 109 | art. 96 | par. 1 de l'art. 113 du <i>Securities Act</i> et art. 172 des <i>General Securities Rules</i> | par. 1 de l'art. 135 | par. 1 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i> | par. 1 de l'art. 108 | s.o. | s.o. | s.o. | par. 1 de l'art. 107 |
| Déclaration d'initié à déposer lors de l'acquisition de titres ou d'un changement dans ceux-ci | par. 5 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés | par. 2 de l'art. 182 | par. 2 de l'art. 116 | art. 109 | art. 97 | par. 2 de l'art. 113 | par. 2 de l'art. 135 | par. 2 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i> | par. 2 de l'art. 108 | s.o. | s.o. | s.o. | par. 2 de l'art. 107 |
| Déclaration d'initié à déposer par la personne qui est réputée initiée | par. 6 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés | par. 3 de l'art. 182 | par. 3 de l'art. 116 | art. 109 | art. 98 | par. 4 de l'art. 113 | par. 3 de l'art. 135 | par. 3 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i> | par. 3 de l'art. 108 | s.o. | s.o. | s.o. | par. 3 de l'art. 107 |
| Délai de dépôt de la déclaration d'initié | art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> , sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés | art. 190 des <i>ASC Rules</i> | par. 1 de l'art. 165 des <i>Regulations</i> | art. 109 | art. 171, 171.1, 172 et 174 du Règlement sur les valeurs mobilières | art. 113 | art. 5 de la Règle locale 11-502 | art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i> | art. 108 | s.o. | s.o. | s.o. | art. 107 |

| Disposition | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Québec | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Île-du-Prince-Édouard | Terre-Neuve-et-Labrador | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Ontario |
|--|--|----------|--------------|----------------------|---|---|-------------------|-----------------------|-------------------------|---------|---------------------------|---------|--|
| Rapport du gestionnaire de l'organisme de placement collectif | art. 126 | art. 191 | art. 126 | s.o. | s.o. | art. 125 | art. 143 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | art. 117 |
| Restrictions aux opérations avec des personnes responsables | art. 127 | art. 192 | art. 127 | s.o. | art. 236 du Règlement sur les valeurs mobilières | art. 126 | art. 144 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | art. 118 |
| Divers | | | | | | | | | | | | | |
| Confidentialité | art. 169 | art. 221 | art. 152 | par. 9 de l'art. 149 | art. 296 | art. 148 | art. 198 | art. 26 | art. 140 | art. 25 | art. 44 | art. 44 | art. 140 |
| Principes comptables, normes de vérification et obligations d'information (sauf ceux prévus par le Règlement 52-107) | par. 3 de l'art. 3 des <i>Securities Rules</i> | s.o. | s.o. | s.o. | art. 116 et 121 du Règlement sur les valeurs mobilières | par. 4 de l'art. 3 du Règlement du Reg. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | par. 1 de l'art. 2 du <i>Regulation 1015 (General)</i> |

ANNEXE E**RÉFÉRENCES AUX LOIS, RÈGLEMENTS,
NORMES ET INSTRUCTIONS****Alberta**

- *Securities Act* (R.S.A. 2000, c. S-4) ;
- *Rules (General)* de l'Alberta Securities Commission (Alta. Reg. 46/87).

Colombie-Britannique

- *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, ch. 418) ;
- *Securities Rules* (B.C. Reg. 194/97).

Île-du-Prince-Édouard

- *Securities Act* (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3) ;
- *Securities Act Regulations* (P.E.I. Reg. EC165/89).

Manitoba

- Loi sur les valeurs mobilières (C.P.L.M. c. S50) ;
- Règlement sur les valeurs mobilières (Règl. du Man. 491/88 R).

Nouveau-Brunswick

- Loi sur les valeurs mobilières (L.N.-B. 2004, ch. S-5.5) ;
- Règlement général – Loi sur les valeurs mobilières (Règl. du N.-B. 2004-66).

Nouvelle-Écosse

- *Securities Act* (R.S.N.S. 1989, c. 418) ;
- *General Securities Rules* de la Nova Scotia Securities Commission (N.S. Reg. 51/96).

Nunavut

- Loi sur les valeurs mobilières (L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5) ;
- Règlement sur les valeurs mobilières (R.R.T.N.-O. 1990, ch. S-5).

Ontario

- Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O., 1990 c. S.5) ;
- *Regulation 1015 (General)* (R.R.O., 1990, Reg. 1015) ;
- *Rule 45-501 Exempt Distributions* ((1998), 21 OSCB 6548) ;
- *Rule 62-504 Take-Over Bids and Issuer Bids* ((2007), 31 OSCB 1289).

Québec

- Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) ;
- Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) ;
- Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI), adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0339 du 10 juillet 2001 ;
- Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational, adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0280 du 12 juin 2001 ;
- Règlement sur les valeurs mobilières édicté par le décret n° 660-83 du 30 mars 1983 (1983, G.O. 2, 1511) ;
- Règlement Q-17 sur les actions subalternes adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0265 du 12 juin 2001 ;
- Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-18 du 9 août 2005 ;
- Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0272 du 12 juin 2001 ;
- Règlement 14-101 sur les définitions adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0274 du 12 juin 2001 ;
- Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0409 du 28 août 2001 ;

— Règlement 23-101 sur les règles de négociation adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0411 du 28 août 2001 ;

— Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-03 du 21 mars 2007 ;

— Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 11 juillet 2007 ;

— Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-14 du 2 août 2005 ;

— Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 du 11 juillet 2007 ;

— Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus approuvé par l'arrêté ministériel (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*) ;

— Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-23 du 30 novembre 2005 ;

— Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-24 du 30 novembre 2005 ;

— Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0201 du 22 mai 2001 ;

— Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0203 du 22 mai 2001 ;

— Règlement 45-101 sur les placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0247 du 12 juin 2001 ;

— Règlement 45-102 sur la revente de titres approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-21 du 12 août 2005 ;

— Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-20 du 12 août 2005 ;

— Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-15 du 2 août 2005 ;

— Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005 ;

— Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-08 du 19 mai 2005 ;

— Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-16 du 2 août 2005 ;

— Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-09 du 7 juin 2005 ;

— Règlement 52-110 sur le comité de vérification approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-10 du 7 juin 2005 ;

— Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2003-C-0082 du 3 mars 2003 ;

— Règlement 55-103 sur les déclarations d'initiés pour certaines opérations sur dérivés (monétisation d'actions) approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-27 du 14 décembre 2005 ;

— Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-11 du 7 juin 2005 ;

— Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-01 du 22 janvier 2008 ;

— Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2003-C-0109 du 18 mars 2003 ;

— Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-02 du 22 janvier 2008 ;

— Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n^o 2001-C-0283 du 12 juin 2001 ;

— Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n^o 2001-C-0209 du 22 mai 2001 ;

— Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n^o 2003-C-0075 du 18 mars 2003 ;

— Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n^o 2001-C-0212 du 22 mai 2001 ;

— Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2005-05 du 19 mai 2005 ;

— Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2006-02 du 31 octobre 2006.

Saskatchewan

— *The Securities Act, 1988* (S.S. 1988-89, c. S-42.2) ;

— *The Securities Regulations* (R.R.S. c. S-42.2 Reg. 1).

Terre-Neuve-et-Labrador

— *Securities Act* (R.S.N.L. 1990, c. S-13) ;

— *Securities Regulations* (C.N.L.R. 805/96).

Territoires du Nord-Ouest

— Loi sur les valeurs mobilières (L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5) ;

— Règlement général sur les valeurs mobilières (Règl. des T.N.-O. 017-2003).

Yukon

— Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Y. 2002, c. 201) ;

— Règlement sur les valeurs mobilières (D. 1976/176).